



UN SALAIRE DÉCENT POUR TOUS !

L'inflation des produits de première nécessité, de l'alimentaire, de l'énergie, du carburant, rend les fins de mois toujours plus difficiles. C'est la situation que vivent toutes celles et ceux qui n'ont que leur salaire, leur pension ou leurs allocations pour payer les factures et survivre.

C'est un fait indiscutable. C'est d'ailleurs la principale préoccupation des jeunes, des salariés du secteur du privé mais aussi du public, des privés d'emplois et des retraités.

Ce n'est pourtant pas l'argent qui manque, c'est sa répartition qu'il faut changer. En France, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 %, tandis que dans le même temps, 4 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvés en situation de vulnérabilité (selon l'Oxfam).

Les richesses créées, au lieu d'être redistribuées aux salariés, sont confisquées en faveur des actionnaires sans aucune contrepartie de la part des employeurs.

A titre d'exemple, ce sont 140 milliards d'euros d'aides publiques déversées sans ou avec très peu de contreparties aux entreprises pour 2022 !!!

Le montant des exonérations de cotisations sociales a été multiplié par 2,8 entre 2012 et 2022, ce qui vient chaque année grossir le poids des aides publiques aux entreprises. De surcroît, elles sont une réelle entrave à l'augmentation des salaires trappe à bas salaires.

⇒ **Pour la FNIC CGT, l'ensemble des cotisations sociales représente le salaire socialisé qui permet de financer la protection sociale de manière interprofessionnelle et collective.**

⇒ **Pour la FNIC CGT, il est urgent d'imposer partout des augmentations de salaire soumises à cotisations sociales pour répondre aux besoins sociaux qui permettront notamment de financer notre système solidaire de Sécurité sociale, contrairement à une réforme des retraites brutale, inique, et sans justification économique.**

Que nous faut-il ? Une prime qui sera aussitôt engloutie et de nouveau galérer avec un salaire de base qui reste au plancher ? Evidemment non !

C'est le salaire de base qui compte tous les mois, c'est à partir de ce même salaire que sont calculées les pensions retraites ainsi que les indemnités chômage.

Alors ce sont les salaires qu'il faut augmenter et de manière significative, pour combler le fossé creusé du fait de l'envolée des prix et de la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

La seule garantie que les salaires ne soient pas aussitôt dépassés par les prix, c'est de revendiquer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix, et pas celle que nous vend le gouvernement. Ce même gouvernement qui répond aux urgences sociales et à la montée des inégalités par des mesurottes inefficaces, à l'image de la loi sur le pouvoir d'achat. Il poursuit même ses projets de régression sociale en matière de droit au chômage et de report de l'âge de la retraite sans oublier son funeste projet de financement de la Sécurité sociale pour 2024 qui veut imposer à notre système de santé de nouvelles économies à hauteur de 3.5 milliards d'euros.

**FACE À CES ATTAQUES, IL Y A URGENCE À METTRE EN DÉBAT
DANS NOS SYNDICATS LA QUESTION DES SALAIRES,
MAIS AUSSI QUELS MOYENS METTONS NOUS EN ŒUVRE
POUR GAGNER NOS REVENDICATIONS SALARIALES ?**